

Histoire d'un conflit politique soigneusement caché... et de ses conséquences humaines

En 2012, le Pays basque sur ses 7 provinces commémorera le 500^e anniversaire de la défaite d'Amair (Navarre) où se produisirent les dernières résistances des Navarrais contre la conquête de la Navarre et qui provoqua l'invasion du Royaume de Navarre par la Castille des « rois catholiques » et son dépeçage par les puissants de l'Hexagone et de ce qui n'était pas encore l'Espagne. Fin de l'indépendance de notre Peuple autour de son berceau, la Navarre. Et fin du premier Etat basque indépendant. Les alliances, les coalitions, les mésalliances et les trahisons des uns et des autres avaient fait leur œuvre...

Pendant 500 ans, les accords, les mariages entre « Grands » de France et d'Espagne n'ont eu de cesse à se partager la dépouille, pensait-il, des Basques. Un des moments importants de ce partage fut le mariage de Louis XIV avec l'Infante d'Espagne, union politique dont un des points fut le Traité signé dans une île de la Bidasoa, l'île des Faisants (et non l'île des Faisans, comme se plaisent à écrire ceux qui veulent falsifier notre Histoire, celle des vaincus).

En fait, la revendication d'indépendance n'a jamais cessé ; elle est pourtant passée par bien des étapes différentes, en intensité et en virulence ; le niveau de dépendance et de soumission des différentes provinces aux deux Etats qui les colonisaient ont également eu une large influence sur leurs histoires particulières et sur la force de cette revendication.

Les guerres carlistes et la guerre civile menée par Franco ont profondément marqué l'Histoire des 4 provinces « du Sud », Navarre, Gipuzkoa, Araba et Bizkaia. Jamais ces 4 n'ont accepté d'être intégrées à l'Etat espagnol...

Les 3 provinces « du Nord », Labourd, basse-Navarre et Soule ont connu une assimilation lente et bien plus surnoise à partir de la Révolution française. Jusqu'alors, la société basque, en Labourd notamment, fonctionnait sur un modèle différent de société dans lequel le chef de famille siégeait sans distinction d'origine sociale dans des assemblées, les biltzar, où les décisions étaient prises démocratiquement et collectivement.

Il y a toujours eu, de part et d'autre de la frontière imposée, des faits de résistance : désertions et insoumission face à Paris et, par périodes, résistance armée face à Madrid.

Iparretarrak -IK- et Euskadi Ta Askatasuna -ETA- sont deux étapes de cette résistance dans deux contextes bien différents.

« Au nord » (sous administration française), IK n'a jamais tué de sang-froid. Il s'agissait pour eux de faire prendre conscience à la population de la « colonisation moderne » dont souffre ce coin de l'hexagone.

« Au Sud » (sous administration directe ou déléguée de l'Espagne), il n'en fut pas de même avec ETA qui a combattu par les armes pendant 50 ans les méthodes violentes du franquisme reconverti en « transition démocratique » : tortures, emprisonnements arbitraires de militants culturels, politiques, syndicaux etc... n'ont jamais cessé, y compris jusqu'à nos jours.

Quand ETA avait exécuté Carrero Blanco, proche collaborateur et successeur désigné du sanguinaire Franco, la majorité des citoyens espagnols s'en étaient félicités ; quand ETA avait exécuté le policier tortionnaire du régime franquiste « Melitón » Manzanos, le Pays basque avait fait la fête en asséchant les réserves de mousseux Codorniu et en dévalisant les marchands de pommes (manzanas).

Ensuite, quand les socialistes, les franquistes, les communistes et autres opportunistes à plumes et à poils se sont ralliés à la monarchie franquiste, ETA est du jour au lendemain devenue terroriste. Or, rien n'avait changé durant cette « transition démocratique » : La désormais fameuse « jeune démocratie espagnole » était toujours franquiste, capitaliste et impérialiste. Mais, désormais, elle avait l'aval de l'Europe qui avait besoin d'une nouvelle zone commerciale et de nouveaux débouchés pour ses produits. ETA, objectivement, n'avait aucune raison de disparaître ni de changer les méthodes que tous ou presque avaient applaudies jusque-là.

L'Espagne non plus n'avait pas changé ses méthodes... ou si peu. Désormais, elle mettra un masque prétendument juridique aux bonnes vieilles méthodes fascistes. Les juges, les ambitieux, les carriéristes, iront au-devant des désirs du pouvoir politique et couvriront toutes les exactions policières.

Pour la Justice espagnole, surtout pour certains de ces juges, tous les militants simplement soupçonnés de poursuivre les mêmes objectifs, indépendance et socialisme, que ceux de l'Organisation armée, sont désormais systématiquement qualifiés de terroristes et, donc, susceptibles de subir tous les sévices cités plus haut. Même si les méthodes employées par les suspects arrêtés sont pacifiques et démocratiques ! Le juge Baltazar Garzón avait ainsi résumé la doctrine contre les Basques : « Tout est ETA ». Ils sont par conséquent tous des terroristes.

Dès lors, des milliers de citoyens basques ont dû s'exiler pour échapper à cette féroce répression ; des milliers d'autres sont entrés dans l'organisation armée, ETA. Mais ils n'ont pas tous réchappé à cette persécution dans les années 75 à 87 : des groupes de mercenaires, AAA, BVE, etc., à la solde des gouvernements successifs de Madrid ont tué des dizaines de militants, en particulier sur la Côte basque où sévit le GAL : 29 morts tués par balles ou dans des attentats à la bombe sous le nez de Mitterrand et de son gouvernement socialiste. Finalement, celui-ci se retourna contre les réfugiés-victimes et scella une collaboration enthousiaste avec le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez

Ce qui provoqua bien évidemment plus de clandestinité et plus d'exil. 120 familles de réfugiés furent touchées par les remises à la frontière de la Bidasoa, des dizaines d'enfants privés d'une mère, d'un père, ou des deux !... des centaines d'autres prirent le chemin de l'exil vers l'Amérique latine ou ailleurs. Des centaines de familles, des milliers de vies détruites en cette sinistre journée d'octobre 1987. Même la première d'une longue série d'extraditions vers l'Espagne est à mettre au bilan d'un certain... Badinter, ministre de la Justice de Mitterrand qui avait auparavant été l'avocat des réfugiés basques Apalategi et Apaolaza menacés d'extradition ! L'abolition de la peine de mort ne l'affranchit pas de cette horreur : remettre un réfugié politique à une justice mise en place par les héritiers du franquisme. Plus tard, le gouvernement Chirac aura recours à la procédure « d'urgence absolue » pour éviter l'intervention de la justice requise par les extraditions et remettre directement les réfugiés à la police tortionnaire espagnole.

La répression ne s'arrête pas là, hélas. « Au sud », les militants basques, armés ou non, sont presque systématiquement torturés après leur arrestation grâce à une période de mise au secret de 5 jours, emprisonnés et condamnés, le plus souvent sans preuve sous le seul témoignage des Gardias Civiles et aux « aveux » soutirés sous la torture. Des peines tellement énormes qu'elles en deviennent ridicules : certains se sont vus condamnés à plus de 1.000 ans de prison !!

Suite à cette répression tous azimuts, qui trouve t-on parmi ces prisonniers basques ? des membres d'ETA, bien sûr, qui revendiquent leur appartenance. Mais aussi, des journalistes dont les medias (Egin Irratia, Egin, Ardi Beltza...) ont été fermés sur décision totalement arbitraire, des militants culturels (Zumalabe...), des syndicalistes (Rafa Diez de LAB), des élus (Assemblée d'élus Udalbiltza), des jeunes (Segi) dont le crime est de s'organiser autour de leurs problèmes, des partis politiques interdits du jour au lendemain et certains de leurs dirigeants incarcérés parce que républicains et « abertzale » (patriotes basques), plus de 40.000 citoyens interdits de candidatures aux diverses élections.... Et tant d'autres, tués dans la rue par les forces de « maintien de l'ordre » (Rosa Diez..) ou enterrés dans le chaud vive après kidnapping et tortures (Pertur, Lasa, Zabala...). Il n'y a pas si longtemps, Jon Antza a disparu en avril 2009, entre Bayonne et Toulouse pendant un an, avant que son cadavre ne soit retrouvé à la morgue de Toulouse. L'enquête est en cours, les résultats en seront donnés à la... Saint-Glinglin ? La Justice française est plus pressée d'appliquer cette ignominie judiciaire qu'est le Mandat d'Arrêt Européen contre Aurore Martin ou Daniel Derguy que de retrouver des assassins dont on a retrouvé les armes dans la chambre d'hôtel où étaient descendus des flics espagnols...

Mais tout cela n'a pas suffi à venir à bout de l'irrédentisme basque ; en désespoir de cause, au mépris de toutes les conventions internationales qui préconisent une incarcération au plus près de l'environnement affectif du prisonnier, les Basques sont dispersés dans tous les coins de France (qui n'est pas en reste en ce qui concerne l'aveuglement répressif) et d'Espagne : le kilométrage moyen des familles pour les visites a été calculé à plus de 1.700 km A/R. A l'heure actuelle, ils sont 180 environ en France, plus de 600 en Espagne. Aucune des lois « humanitaires » de l'institution pénitentiaire ne s'applique aux Basques en Espagne ; pas de remise de peine, pas de libération conditionnelle sans repentir préalable, pas de libération pour cause médicale grave, et pire -si c'est encore possible-, des détenus qui devraient être libérés depuis longtemps sont maintenus en prison à partir de la « doctrine Parot » qui permet d'appliquer rétroactivement une loi déjà inique. Ainsi, José Maria Sagardui a accompli 30 ans alors que sa peine était de 20 ! Condamnation à perpétuité ou chronique d'une mort annoncée ? Ils sont près d'une centaine dans ce cas.

« Mais, me dira t-on sans doute, certains ont du sang sur les mains ? ». C'est exact. Mais ils ne sont qu'une minorité, et encore moins nombreux sont ceux dont la culpabilité est prouvée (et quelles preuves! comme nous l'avons vu plus haut). Et tous les autres qui n'ont enfreint aucune loi, même la plus infâme, pourquoi sont-ils en prison ?

Le lecteur me permettra-t-il de faire un rapprochement avec les résistants de la France occupée ? Eux aussi étaient des terroristes ; une petite minorité dont le plus connu, un général exilé, a même été condamné à mort parce que son patriotisme ne correspondait pas à la volonté du pouvoir en place ; lui aussi légalement élu, qui plus est ! aussi légalement qu'Aznar, Zapatero ou Sarkozy de nos jours...

Pourtant, il s'agissait bien d'un problème politique provoqué par l'envahissement d'un pays par un autre plus puissamment armé. Donc, les résistants étaient simplement des militants politiques qui, à un moment donné, utilisaient des méthodes violentes. En somme, comme les militants basques.

Voilà 500 ans que nous avons un problème politique que les Etats n'ont jamais accepté en tant que tel pour des raisons obscures pour beaucoup et très claires pour d'autres (cherchez les intérêts économiques). Pour faire reconnaître ce conflit politique à l'intérieur de nos « frontières » et à l'extérieur, certains ont risqué leurs vies ; parfois certains ont tué pour ça. Il n'en demeure pas moins que la solution ne peut être que politique. Il se trouve que c'est le « méchant » le faible, ETA, qui a abandonné la lutte armée pour permettre la recherche d'une solution politique. Il se trouve que le « bon », le plus fort, Espagne+France, continue sa répression aveugle. Il n'y a qu'à constater l'acharnement contre Aurore Martin et Daniel Derguy pour savoir d'où vient le mal.

Ne comptez pas sur la « bonne » Presse pour éclairer la situation : il faut du courage pour affronter la vérité et les puissants de ce monde et ça, ça ne s'achète pas en droguerie...